

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 rue du Bataillon de marche n°24  
BP 10001  
67070 Strasbourg

Strasbourg, le 03/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **TIMMEL FRERES**

STATION DE LAVAGE  
24 ROUTE DU RHIN  
67930 Beinheim

Références : 0596/NK/AG  
Code AIOT : 0006700596

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/06/2024 dans l'établissement TIMMEL FRERES, implanté 24 ROUTE DU RHIN 67930 Beinheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TIMMEL FRERES
- 24 ROUTE DU RHIN 67930 Beinheim
- Code AIOT : 0006700596
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cette société exploite une unité de lavage de citernes routières ayant contenu essentiellement des produits de type agroalimentaire.

**Contexte de l'inspection :** PPC – Plainte concernant les eaux

**Thèmes de l'inspection :** Eau de surface - Risque incendie

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer, à la préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis, éventuellement, une modification de la rédaction de la prescription, par voie d'arrêté préfectoral, pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de l'inspection, il n'a pas été constaté que les activités sont concernées par d'autres rubriques.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délai
1	eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 24/02/1999, article 9.4.2.2	Demande d'action corrective	1 mois
2	Règles d'exploitation et consignes	Arrêté Préfectoral du 24/02/1999, article 19.3	Demande d'action corrective	1 mois
3	Sécurité incendie	Arrêté Préfectoral du 24/02/1999, article 20.1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Pour le rejet des eaux usées, le rapport DCO/DBO5 est souvent supérieur à 3.

L'exploitant ne dispose pas de consigne de fermeture de la vanne des eaux pluviales/incendie.

Les locaux ne disposent pas de détection incendie.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : eaux industrielles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/02/1999, article 9.4.2.2			
<b>Thèmes :</b> Risques chroniques, eaux de lavages intérieures			
<b>Prescription contrôlée :</b> Sur la base de l'étude de traitabilité des effluents et sans préjudice des dispositions qui peuvent être plus contraignantes, contenues dans l'autorisation de raccordement établie avec la collectivité gestionnaire de la station, les rejets en sortie de la ligne de lavage devront satisfaire aux conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- pH compris entre 5,5 et 9,5</li><li>- débit maximal journalier inférieur à 110 m<sup>3</sup>/jour avec un débit instantané inférieur à 8 m<sup>3</sup>/h</li><li>- rapport DCO/DBO5 &lt; 3</li><li>- concentrations et flux maximaux sur eaux brutes (non décantées), sur la base d'un échantillonnage moyen sur 24 h consécutives :</li></ul>			
<b>Paramètres</b>	<b>Concentration moyenne (mg/l)</b>	<b>Flux (kg/j)</b>	<b>Normes</b>
DCO	270	30	NFT 90-101
DBO5	92	10	NFT 90-103
MEST	245	27	NFT 90-105
[...]			
Article 12 : « L'exploitant réalisera sur des échantillons représentatifs les analyses des paramètres suivants aux fréquences indiquées sur les rejets en sortie de station d'épuration : <ul style="list-style-type: none"><li>- pH, Débit en continu,</li><li>- DCO, MEST hebdomadaire,</li><li>- Azote Kjeldahl, Phosphore total, DBO5 mensuel,</li><li>- Hydrocarbures totaux, AOX trois fois par an. »</li></ul>			
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté les valeurs de l'ensemble des concentrations de l'année 2024, et a transmis par courriel les flux ; les résultats d'analyses sont respectés, à l'exception du rapport DCO/DBO5 qui doit être inférieur à 3.			
<b>Paramètres - Concentration moyenne (mg/l)</b>		<b>Dates</b>	<b>Rapport DCO/DBO5</b>
DCO :31 – DBO5 : 3		21/03/24	10,3
DCO : 35 – DBO5 : 3		21/04/24	11,6
DCO : 96 – DBO5 : 4		17/01/24	24
L'exploitant a déclaré que « les valeurs de DCO sont relativement basses, pour tenir un rapport de DCO/DBO5< 3 il faudrait rajouter de la « pollution » organique avant la sortie, ce qui serait dommage au vu du bon rendement épuratoire. De plus, sur des mesures effectuées par l'agence de l'eau (mesures sur trois jours), tous les paramètres sont pris en compte sauf ce rapport de DCO/DBO5t, et ce rapport n'était pas pris en compte dans la convention de déversement.			
Par rapport aux prescriptions, l'exploitant est en écart, s'il veut une modification de celles-ci, il devra fournir un porter à connaissance.			
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites			
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective			
<b>Proposition de délai :</b> 1 mois			

**N° 2 : Règles d'exploitation et consignes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/02/1999, article 19.3
---

<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, eaux pluviales et incendies
<b>Prescription contrôlée :</b> <b>19.3. Règles d'exploitation et consignes</b> [...] L'exploitant établira les consignes d'exploitation des différentes installations présentes sur le site. [...]. L'exploitant s'assurera fréquemment de la bonne connaissance de ces consignes par son personnel, il s'assurera également que celles-ci ont bien été communiquées en tant que de besoin aux personnes extérieures venant à être présentes sur le site. En particulier : [...] toutes les consignes de sécurité que le personnel doit respecter ; en particulier pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, l'évacuation et l'appel aux secours extérieurs, seront affichés. [...] <b>9.4.1. Eaux pluviales</b> Les eaux pluviales provenant des aires de circulation des véhicules transiteront dans un séparateur d'hydrocarbures avant rejet dans le milieu naturel, à savoir le Stadenrheim.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un système permettant de confiner les eaux pluviales et les eaux d'extinction d'un éventuel incendie, il a déclaré que le personnel de la maintenance connaissait ce système, mais il n'a établi aucune consigne en ce sens, et a déclaré que le reste du personnel n'était pas au courant de l'existence de ce système : il y a un risque que ce système ne soit pas mis en œuvre en cas d'incendie.  Il est en écart sur ce point.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délai :</b> 1 mois

#### N° 3 : Sécurité incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/02/1999, article 20.1
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Détection et alarme
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux comportant des risques d'incendie ou d'explosion seront équipés d'un réseau, permettant la détection précoce d'un éventuel incendie. Tout déclenchement du réseau de détection entraînera une alarme sonore et lumineuse localement et au niveau d'un point spécialisé à l'intérieur de l'établissement (PC, poste de garde ...) ou à l'extérieur (société de gardiennage ...).
<b>Constats :</b> L'exploitant ne dispose pas de détection incendie.  Par courriel du 19/06/24, l'exploitant a déclaré qu'il "venait de lancer une demande de chiffrage auprès de 2 prestataires pour réaliser une analyse de risque incendie-explosion", afin de justifier la nécessité, ou non, de mettre en œuvre ce type de détection.  Il est en écart sur ce point
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délai :</b> 1 mois